

Victor FARINHA

Président CFE-CGC Groupe La Poste

Dalila YOUSFI

Vice-Présidente CFE-CGC Groupe La Poste

À l'attention des Députés de l'Assemblée Nationale

Paris, le 22 janvier 2025

Objet : Alerte sur la situation critique du Groupe La Poste et de ses missions de service public

Mesdames, Messieurs Les Députés,

Nous, Comité Directeur de la CFE-CGC Groupe La Poste représenté par Victor Farinha, Président et Dalila Yousfi, Vice-Présidente et Déléguée Syndicale Centrale, souhaitons attirer votre attention sur la situation préoccupante de La Poste SA et les défis majeurs auxquels elle est confrontée dans l'exécution de ses missions de service public.

Un modèle économique sous pression

Depuis plusieurs années, La Poste doit faire face à une transformation profonde de son activité. Entre 2008 et 2024, le volume de courrier traité par le Groupe est passé de 18 milliards de plis à seulement 6 milliards. Cette chute vertigineuse, bien qu'en partie compensée par le développement de l'activité colis, reste insuffisante : les volumes de colis se mesurent en millions, alors que la perte de l'activité courrier se chiffre en milliards.

La Poste, pourtant pilier de la cohésion sociale et territoriale, doit aujourd'hui porter une dette de 12 milliards d'euros, dont 4 milliards sont directement liés à la sous-compensation des charges liées aux missions de service public. Ces missions – distribution du courrier 6 jours sur 7, accessibilité bancaire, aménagement du territoire et transport de la presse – représentent aujourd'hui un déficit chronique de plus d'un milliard d'euros par an pour l'entreprise.

Des conséquences graves pour les postiers et le service public

Ce déséquilibre financier n'est pas sans conséquence. La réduction des marges d'investissement compromet la modernisation de nos infrastructures et affecte directement la qualité de service.

En interne, les postiers subissent également les effets de cette situation. La baisse continue de l'intéressement, la détérioration des conditions de travail et l'absence de perspectives claires nuisent à leur engagement. Ces difficultés contribuent également à un recul de l'attractivité de La Poste en tant qu'employeur. Là où l'entreprise incarnait autrefois la stabilité et la reconnaissance, elle peine désormais à recruter et fidéliser les talents nécessaires à son développement et à sa transformation.

L'urgence d'une réforme structurelle

Comme l'a récemment souligné Éric Lombard alors Directeur Général de la Caisse des dépôts au Figaro le 29 mai 2024, aujourd'hui Ministre des Finances, la transformation de La Poste ne pourra aboutir sans un soutien fort des pouvoirs publics. Le financement des missions de service public doit être réévalué à la hauteur des enjeux, sous peine de fragiliser durablement un acteur central du tissu économique et social français.

Nous appelons donc à une réflexion collective et à des mesures concrètes pour :

- **Revoir le cadre de compensation des missions de service public**, afin qu'elles cessent d'être un poids financier pour le Groupe.
- **Renforcer les investissements stratégiques**, pour accompagner les mutations technologiques et environnementales indispensables à la pérennité de nos activités.
- **Soutenir les postiers**, dont l'engagement demeure le socle de la réussite du service public.

La Poste n'est pas seulement une entreprise ; elle est un bien commun, au service de tous les citoyens. Nous vous appelons à vous mobiliser pour garantir un avenir pérenne à cette institution essentielle à la cohésion nationale.

Dans l'attente de vos initiatives concrètes, nous restons disponibles pour échanger sur ces problématiques.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Victor FARINHA

Président CFE-CGC Groupe La Poste



Dalila YOUSFI

Vice-Présidente CFE-CGC Groupe La Poste



**CFE
CGC**
Groupe La Poste